

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2018**

**REUNION DES 28 ET 29 MARS 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE**

**REMUNERATION DES CONSEILLERS DESIGNES POUR  
REPRESENTER L'ASSEMBLEE DE CORSE AU CONSEIL  
DE SURVEILLANCE DE LA SEML COMPAGNIE AERIENNE  
"AIR CORSICA"**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

## RAPPORT DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE

L'Assemblée de Corse a procédé, le 16 janvier dernier, à la désignation de ses représentants au « Conseil de Surveillance de la SEM Compagnie Aérienne AIR CORSICA (délibération n° 18/030 AC).

Les dispositions de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient que ces représentants peuvent percevoir « une rémunération ou des avantages particuliers à condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'Assemblée qui les a désignés ; cette délibération fixe **le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus ainsi que la nature des fonctions qui les justifient** ».

L'article 25 des statuts précise que les fonctions de membre du conseil de surveillance sont gratuites et ne donnent lieu à aucun versement de jetons de présence. En revanche, le conseil peut allouer des indemnités exceptionnelles pour des missions ou mandats qu'il confie à certains de ses membres, sans pouvoir dépasser toutefois l'indemnité mensuelle d'un conseiller exécutif, indemnité d'élus territoriaux comprise.

Conformément à ces textes je vous propose de, en le reconduisant, fixer le montant maximum des indemnités ou rémunérations susceptibles d'être versées à nos représentants comme suit :

- **Président du Conseil de Surveillance** : Ne peut dépasser l'indemnité mensuelle d'un Conseiller Exécutif hors indemnités de Président d'agence ou office.
- **Missions exceptionnelles** : ne peut dépasser l'indemnité mensuelle d'un Conseiller Exécutif, indemnité d'élus territoriaux comprise, et ce dans la limite d'une période de trois mois par exercice.

Les autres fonctions (Vice-Président, membre du Conseil de Surveillance) ne donnent pas lieu à rémunération.

Je vous demande de bien vouloir en délibérer.